

Nouvelles pratiques sociales



Présentation du dossier

Jean-Pierre Deslauriers et Jean-Marc Pilon

Volume 7, numéro 2, automne 1994

La recherche sociale et le renouvellement des pratiques

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/301274ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/301274ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Presses de l'Université du Québec à Montréal

ISSN

0843-4468 (imprimé)

1703-9312 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Deslauriers, J.-P. & Pilon, J.-M. (1994). Présentation du dossier. *Nouvelles pratiques sociales*, 7(2), 29–34. <https://doi.org/10.7202/301274ar>



Le dossier : LA RECHERCHE SOCIALE ET LE RENOUVELLEMENT DES PRATIQUES

Présentation du dossier

Jean-Pierre DESLAURIERS
Université du Québec à Hull

Jean-Marc PILON
Université du Québec à Rimouski

Dans l'éditorial du premier numéro de *Nouvelles pratiques sociales*, les membres de l'équipe de rédaction, par la voix du directeur, avaient clairement indiqué l'orientation qu'ils entendaient donner à la revue : après avoir axé la revue sur les pratiques sociales définies dans un sens large, ils pariaient sur une collaboration entre la recherche et la pratique :

En ces années de transition, de recherche à tâtons du passage entre l'ancien et le nouveau, il nous apparaît que les « trouvailles » les plus intéressantes passent par l'aménagement de tables de travail autour desquelles on rassemble, dans une ambiance exempte de mépris et de mystification, des praticiens intéressés à la recherche et des chercheurs intéressés à la pratique. (Vaillancourt, 1988 : 6)

Les responsables du dossier ont voulu demeurer fidèles à cette orientation en liant pratique et recherche, connaissance et action, chercheurs et praticiens, chercheurs des universités et des établissements. Tout comme le comité de rédaction à qui le plan provisoire fut présenté avant de lancer l'appel d'articles dans le public, les responsables ont souhaité que ce dossier

favorise une prise de conscience, tant chez les chercheurs que chez les praticiens, des relations actuelles ou souhaitées entre la recherche sociale et la pratique sociale. Le contenu du présent dossier présente à la fois des résultats de recherches, des expériences documentées, des réflexions théoriques et des témoignages.

Les responsables ont voulu éviter deux écueils. Tout d'abord, ils ont pris garde de sombrer dans un discours idéaliste de ce que devraient être les ponts entre la recherche sociale et le renouvellement des pratiques sociales. Trop souvent, les liens entre la recherche et la pratique sont évoqués de façon artificielle, comme s'il suffisait de déplorer la distance entre les deux pôles pour qu'elle disparaisse. Trop souvent aussi, cette tendance néglige de faire une analyse plus concrète et plus descriptive, et passe sous silence les expériences visant à combler le fossé. À sa manière, chacun des articles de ce dossier renvoie à la pratique et aux expériences en cours. Il nous semblait que seule une analyse de ce genre permettrait d'interpeller les lecteurs de la revue, tant chercheurs que praticiens.

Les responsables ont évité aussi de réaliser un numéro à caractère didactique, axé sur les étapes ou la méthodologie propres à la recherche sociale. Trop souvent, une telle approche vise à démontrer le savoir-faire des chercheurs au détriment du savoir-faire des praticiens. Il nous semblait que ces deux formes de savoir pouvaient non seulement coexister mais aussi s'enrichir. Pour naviguer entre ces deux écueils, les responsables du numéro ainsi que les auteurs approchés ont constamment gardé à l'esprit la préoccupation d'examiner les relations existant actuellement entre la recherche sociale et le renouvellement des pratiques sociales, soit à partir d'expériences vécues de collaboration chercheur-praticien, soit à partir de réflexions théoriques arrimées à la pratique. Aux lecteurs et lectrices de juger si les responsables ont réussi à éviter et Charybde, et Scylla, et s'ils ont réussi à mener leur projet à bon port.

La distance qui sépare chercheurs et praticiens n'est pas factice : en effet, plusieurs éléments les séparent qu'il ne faudrait pas négliger pour une illusoire homologation. Le chercheur est intéressé par la connaissance, le praticien par l'action ; le chercheur vise la cohérence théorique, le praticien vise l'efficacité pratique ; le chercheur est préoccupé par l'ensemble et le long terme alors que le praticien est préoccupé par le particulier et l'immédiat. Il est évident que chercheurs et praticiens déploient leurs activités et leur savoir-faire dans deux mondes différents, chacun avec ses exigences propres, ses contraintes et ses possibilités.

Malgré tout, il nous semble que les liens entre la recherche sociale et les praticiens soient en voie de se renforcer et ce, pour deux raisons. La première est la question du partenariat : désignant parfois plus un vœu pieux qu'une

réalité, ce mot traduit quand même un courant qui s'amplifie. Il s'agit d'un concept qui recouvre à la fois l'impasse auquel nous conduisent les modèles connus de développement ainsi que la recherche d'une solution de rechange. D'une part, nous savons que l'État-providence produit des effets pervers que ses bénéfices premiers avaient occultés : érosion de la capacité d'agir des personnes, des groupes et des collectivités ; uniformisation et centralisation coûteuse ; étatisation de la vie sociale au détriment de la créativité et de la solidarité. D'autre part, le modèle néolibéral s'avère tout aussi inadapté : la privatisation à toute vapeur soulève des problèmes importants en ce qui concerne les secteurs qui travaillent à la redistribution de la richesse tels que ceux de l'éducation, la santé et les services sociaux. De plus, laissés à eux-mêmes, les néolibéraux, loin de réduire les inégalités sociales et de mieux satisfaire les besoins, augmentent le taux de pauvreté et réduisent l'égalité des chances, surtout en un temps de décroissance économique comme celui que nous traversons.

Le partenariat traduit donc cette recherche d'une solution de rechange. Pour Pierre Dommergues, l'approche partenariale repose sur :

[...] une conception nouvelle des alliances entre communautés, régions et nations, riches et pauvres, un nouveau type de coopération entre le secteur public et le secteur privé, le monde du travail et le patronat, l'université et l'entreprise, les acteurs institutionnels et ceux du tiers-secteur. (Dommergues, 1989 : 242)

L'ampleur donnée par certains à ce mot est parfois exagérée : il est possible que le partenariat ne soit autre chose qu'un concept imprécis illustrant une situation transitoire. Quoi qu'il en soit, il indique néanmoins que la sortie de la crise actuelle ne se fera pas sur le mode de l'opposition pure et dure ni par le remplacement d'un modèle de développement par un autre tout prêt à servir et gardé en réserve. Au contraire, sans que disparaissent les oppositions que la société industrielle a engendrées (capital vs travail, syndicats vs entreprises, travailleurs vs patron, etc.), le partenariat suggère une approche faite de négociations et de coopération conflictuelle. Cette tendance devait tôt ou tard atteindre chercheurs et praticiens : après avoir passé plusieurs années à s'ignorer, voire à se détester, il est probable qu'ils seront aussi entraînés par le courant et poussés à conclure des alliances qu'ils ignoraient il n'y a pas si longtemps.

Il est fort probable qu'ils seront influencés par un deuxième facteur, soit la réorientation du Conseil québécois de la recherche sociale (CQRS) dont on retrace l'influence dans les travaux de la Commission d'enquête sur les services de santé et les services sociaux, dit *Rapport Rochon*. D'entrée de jeu, les commissaires soulignent le développement tout de même récent de la recherche sociale : sous la poussée du développement universitaire, on

commence à sentir les effets de la recherche à partir des années 60. Les chercheurs en sciences sociales ont d'abord porté leur attention sur des sujets assez généraux tels que les classes sociales, la mobilité, les mouvements sociaux. Les commissaires ont, quant à eux, introduit la notion de recherche sociale appliquée à la solution des problèmes sociaux, à l'évaluation des programmes et des interventions. À ce sujet, ils constatent le manque flagrant de ce type de recherche et leur diagnostic est sévère :

Du côté de la recherche sociale appliquée, tout reste à faire. Le soutien financier nécessaire à la formation d'équipes de recherche y est fort négligé par les organismes subventionnaires. L'infrastructure nécessaire à l'évolution de cette recherche et à l'encadrement des étudiants et des jeunes chercheurs est à peu près inexistante tant dans les universités que dans les milieux de pratique [...] La Commission est d'avis que la recherche sociale appliquée, comme la recherche en santé, ne saurait évoluer sans la mise en place de programmes de subvention axés sur des problèmes prioritaires et sans l'élaboration d'une politique intégrée de recherche. (Gouvernement du Québec, Commission d'enquête sur les services de santé et les services sociaux, 1988 : 635)

Comme nous le verrons, ces recommandations ne sont pas demeurées lettre morte. Passons maintenant au contenu du dossier.

La problématique des liens entre la recherche et les pratiques sociales n'est pas nouvelle : en effet, Lionel Groulx avance qu'elle remonte aux années 50. Dans son article, cet auteur avance trois thèses décrivant autant de relations possibles entre la recherche et la pratique : celle de l'homologie ou de l'identité, celle de l'irréductibilité ou de l'opposition et celle de l'alliance. Ces trois thèses illustrent autant de visions des enjeux, intérêts et finalités poursuivis par ces deux systèmes d'activités. Cependant, la pression est forte pour pousser ces deux domaines dans une collaboration forcée : à la faveur de la crise des finances publiques et de la recherche de l'efficacité, recherche et pratique risquent de se retrouver prisonnières de la technocratie qui leur imposera à toutes deux sa logique et ses besoins. Il est donc important que les échanges ne se limitent pas à la méthodologie mais qu'ils s'étendent à la politique.

Cet appel trouve écho dans l'article de Michel K. Laflamme qui démontre que les débats n'opposent pas seulement chercheurs et praticiens mais aussi les chercheurs entre eux. Puisant dans son expérience de chercheur institutionnel, l'auteur reprend une fois de plus les griefs maintes fois formulés à l'égard des chercheurs universitaires : recherches faites sans souci d'application ni de retombées dans le domaine de l'intervention ; recherches soutenues davantage par le besoin de prestige du chercheur et des institutions que par les besoins des praticiens ; ésotérisme du langage, voire des intérêts et des préoccupations des chercheurs universitaires ; un certain snobisme à

l'endroit des chercheurs institutionnels et peu d'intérêt pour leurs travaux. Le jugement que porte cet artisan de la recherche est certes dur mais non fataliste : il conclut en suggérant quelques moyens qu'il serait facile de mettre en place.

Ce cri du cœur trouve un écho dans l'entrevue de Marc Renaud. Dans la foulée des recommandations de la Commission d'enquête sur la santé et les services sociaux, le CQRS a redéfini son orientation. Un des éléments les plus innovateurs de ce réaménagement est la nécessité pour les chercheurs d'établir des liens avec les praticiens : seront subventionnés les projets où sera explicitée de façon claire et nette la collaboration entre les chercheurs et les praticiens, les universités et centres de recherche et les établissements de services sociaux. Cette nouveauté impose donc une sorte de partenariat. Même si cette réorientation est récente, on commence à en recueillir les fruits et elle répond en partie aux besoins énoncés dans l'article de Michel Laflamme.

Dans son entrevue, Marc Renaud relève aussi les griefs que chercheurs et praticiens s'adressent les uns aux autres : les premiers reprochent aux seconds leur manque de distanciation par rapport à leur pratique alors que les praticiens reprochent aux chercheurs leur manque de pragmatisme dans le choix de leur objet de recherche et même dans leur façon de mener leur recherche. Cependant, ces différences reconnues et identifiées, voilà deux mondes qui peuvent s'enrichir au contact l'un de l'autre et que le président du CQRS se donne comme tâche de rapprocher.

Cette entrevue ne soulève pas seulement la collaboration entre les praticiens et les chercheurs mais aussi celle, beaucoup plus large, du transfert des connaissances issues de la recherche sociale en général. Dans cet ordre d'idées, l'article d'Arthur Gélinas et de Jean-Marc Pilon présente trois modèles théoriques de transformation des pratiques sociales en lien avec la recherche : le modèle linéaire, le modèle coopératif ou associatif et le modèle d'autodéveloppement. À l'aide de ces trois modèles, les auteurs ont analysé huit expériences de recherche sociale reconnues comme ayant contribué au transfert des connaissances dans le milieu de la pratique, et elles ont été présentées au forum sur le transfert des connaissances organisé par le CQRS en 1990. Les auteurs ont mis en évidence les stratégies de transfert utilisées, les impacts de ces stratégies de même que les limites et difficultés rencontrées.

Yves St-Arnaud et Alexandre Lhotellier reprennent la problématique du renouvellement de la pratique par la recherche en s'attardant davantage au modèle d'autodéveloppement. Ils présentent une démarche praxéologique qui accorde une place prépondérante à l'analyse que le praticien peut faire de sa pratique. Dans cette optique, le praticien social peut créer ses propres

connaissances : la praxéologie vise à dégager le savoir implicite de l'action en vue de rendre le praticien plus efficace.

La prise de position en faveur du raffermissement des liens recherche-pratique ne sont pas que vœux pieux : en effet, sans être aussi nombreuses qu'on le souhaiterait, il existe des expériences de collaboration entre les chercheurs et les praticiens et leur milieu. À ce sujet, Diane Champagne et Jocelyne Labrèche relatent une recherche-action dans le domaine de la santé mentale. Ces auteures font ressortir les conditions favorables à une relation plus étroite entre la recherche et la pratique sociale. De son côté, Romain Rousseau expose une recherche évaluative visant les programmes d'insertion sociale des jeunes en difficulté. Il met en relief non seulement le défi que représente la recherche évaluative mais aborde les questions éthiques et méthodologiques reliées à ce type de recherche dans la transformation des pratiques sociales. Enfin, Hugues Dionne et Raymond Beaudry rapportent une expérience de recherche-intervention amorcée lors de la célèbre occupation du bureau de poste de Saint-Clément. Ils démontrent comment la recherche et sa méthodologie peuvent être mises au service d'une collectivité afin de mieux saisir les enjeux sociétaux d'un conflit et de définir les possibilités d'actions de développement local.

Il va sans dire que le contentieux entre la recherche et la pratique ne s'éteindra pas avec la publication de ce dossier ! Toutefois, les responsables souhaitent que le dossier favorise un enrichissement mutuel et contribue au développement du dialogue entre ces deux secteurs d'activités.

Bibliographie

- DOMMERGUES, P. (1989). « Quelques leçons à tirer de l'exemple américain », dans DOMMERGUES, P. et N. GARDIN (sous la direction de), *Les stratégies internationales des métropoles régionales*, Paris, Syros.
- GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, Commission d'enquête sur les services de santé et les services sociaux (1988). *Rapport*, Québec, Les Publications du Québec.
- VAILLANCOURT, Yves (1988). « Pour des pratiques sociales nouvelles », *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 1, n° 1, 1-12.